

« L'islam politique est l'ennemi de la République »

Terrorisme islamiste intérieur, retour des djihadistes d'Irak ou Syrie... L'imam de Drancy, activiste controversé au franc-parler détonnant, en appelle à la fermeté.

Entretien

Hassen Chalghoumi, président de l'association culturelle des musulmans de Drancy.

Les attentats de l'Aude relèvent encore du terrorisme islamiste. Faut-il s'y résigner ?

Il ne faut pas regarder ailleurs : nous sommes en guerre et les auteurs de ces actes sont souvent des jeunes qui vivent en France. Nous n'avons pas retenu les leçons de l'affaire Mehra qui, lui aussi, était fiché S. En France, 4 000 fichés S sont très dangereux. Ils portent une idéologie de mort et de haine. Il faut les combattre. La priorité est d'interdire l'islam politique. C'est l'ennemi n° 1 de la République. Les Musulmans de France qui tenaient leur rencontre annuelle, le week-end dernier, sont issus de l'ex-Union des organisations islamiques de France, affiliée aux Frères musulmans. Comment peuvent-ils être encore autorisés ? Ils ne représentent pas tous les musulmans de France. Ils rejettent l'égalité entre hommes et femmes et les autres religions. Ils sont contre la liberté homosexuelle...

Vous avez été reçu au ministère de l'Intérieur et des Cultes. À quel propos ?



Hassen Chalghoumi redit son opposition au retour de ceux partis faire le djihad.

L'islam de France, la formation des imams, la lutte contre l'ingérence étrangère, l'importance d'une référence théologique.

Nous avons parlé du retour de ceux partis faire le djihad, les « revenants ». La conférence des imams, que je préside, y est opposée. Souvenez-vous du retour des moudjahidins d'Afghanistan, en Algérie ou ailleurs. Ça s'est terminé en guerre civile ! Notre devoir est de dire non.

S'il n'y a pas une réaction ferme, les Français vont perdre espoir dans le système.

Ces « revenants » peuvent-ils devenir des modèles ?

Absolument. Ils deviendront des repères dans leur famille, auprès de leurs amis, sur les réseaux sociaux, et ce sera trop tard. Je suis un homme de paix et de dialogue, mais je pense à l'avenir de mes enfants, de mon pays. Depuis 2013, l'État islamique a massacré des chrétiens d'Orient, des Yézidis, commis des crimes contre l'humanité. Je ne crois pas au repentir des djihadistes français.

L'État veut renforcer le contrôle

des écoles islamiques. Qu'en pensez-vous ?

En 2004, au moment de la loi sur la laïcité dans les écoles publiques, j'étais opposé au voile intégral dans les lieux publics. Mais le voile « normal », je pensais qu'il ne fallait pas l'interdire de crainte que les islamistes, et particulièrement les Frères musulmans, ne développent des écoles et récupèrent des enfants, surtout les filles. Quand on récupère une fille, on récupère une famille et toute une génération. Ça entraîne le communautarisme. 1 700 djihadistes français sont partis en Syrie et en Irak, 7 000 de toute l'Europe. Vous pensez qu'ils sont partis comme ça ? Pourquoi sommes-nous si aveugles, si naïfs ? Oui, il faut des contrôles.

Quel est votre message aux Français musulmans ?

Il faut s'exprimer, sortir, ne pas avoir peur. Se défendre, parler, dialoguer dans la famille, avec nos enfants, dans nos quartiers, nos associations. Si quelqu'un ne trouve pas sa vision de l'islam en France, il peut partir ailleurs. Qu'il n'empêche pas les autres musulmans de vivre en paix. La France n'est pas notre ennemi. Il suffit de voyager à l'étranger pour l'aimer.

Propos recueillis par
Pascal SIMON.